

Développement local : Un nouveau regard sur le territoire de madimba par la mécanisation agricole.

Local development : a new look at the territory of madimba through agricultural mechanization.

Auteur 1 : Ngisila Diamfuka Joyce.

Auteur 2 : Palapa Dede.

Auteur 3 : Muteba Zola.

Auteur 4 : Watezolo Sivi.

Auteur 5 : Nsinafisi Mawusa Rodrigue.

Auteur 6 : Kabongi Zuula Solange.

(1), (2), (3), (4), (5), (6) : Centre de Recherche en Sciences Humaines, Kinshasa, République Démocratique du Congo

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : NGISILA DIAMFUKA JOYCE, PALAPA DEDE, MUTEBA ZOLA, WATEZOLO SIVI, NSINAFISI MAWUSA RODRIGUE, KABONGI ZUULA SOLANGE (2025). « Développement local : Un nouveau regard sur le territoire de madimba par la mécanisation agricole », African Scientific Journal « Volume 03, Num 32 » pp: 0153 – 0169.



DOI : 10.5281/zenodo.17209264
Copyright © 2025 – ASJ



Résumé :

Cette recherche a été menée dans le territoire de Madimba, dans la province du Kongo central, dans le but de faire sortir les potentialités et les contraintes du point de vue géo-sociale et résoudre de problème socio-économique, enfin d'améliorer la qualité de vie de sa population par une agriculture mécanisée. La méthode d'observation et la méthode systémique.

Le résultat montre que ce territoire dispose de conditions physiques plutôt favorables à la mécanisation de l'agriculture : vastes étendues de terres cultivables, avec une superficie de 8 260 km², Taille estimée de la population 475.402 hab, densité de 58 hab. /km², 946 km des routes vitales et regorge plusieurs potentialités (ressources) naturelles qui doivent lui permettre non seulement de se nourrir, d'éliminer la famine et l'insécurité alimentaire, mais aussi de devenir un acteur majeur des marchés nationaux. Le climat et le sol acceptent les cultures qui servent de base alimentaire à la population. Les activités agricoles dans ce territoire ne doivent pas être vues comme des activités de subsistance et de sécurité alimentaire, plutôt comme une activité économique à part entière pour son développement. Pour ce faire, Madimba doit adopter les techniques modernes pour augmenter les rendements afin que l'agriculture représente une part importante du produit intérieur brut (PIB). L'agriculture mécanisée est susceptible d'attirer les jeunes vers les exploitations agricoles et de réduire le chômage élevé des jeunes dans ce territoire. Le développement du territoire de Madimba dépend de son aptitude à identifier et à valoriser ses ressources, à mettre en œuvre une culture d'innovation, à susciter les initiatives locales, à faire émerger des porteurs de projets, à générer un tissu de nouvelles entreprises.

Mots-clefs: Territoire Madimba, Développement, Territoire, Développement local, mécanisation agricole.

Abstract: this research was carried out in the Madimba territory in the province of central kongo, with the aim of highlighting the geo-social features and constraints and solving the socio-economic problems in order to improve the quality of life of the population through mechanized agriculture. The observation method and the systemic method. The result shows that this territory has physical conditions that are rather favorable to the mechanization of agriculture: vast expanses of arable land with a surface area of 8260 km² , estimated population size 475,402 inhabitants , density of 58 inhabitants /km² , 946 km of vital roads and abounds in several natural potentialities that should enable it not only to feed itself, eliminate famine and food insecurity, but also to become a major player in national markets. The climate and soil support the crops that serve as the population's food staple. Agricultural activities in this region should not be seen as a matter of substance or food security, but rather as a fully-fledged economic activity for its development. To achieve this, Madimba needs to adopt modern techniques to increase yields, so that agriculture represents a significant share of gross domestic product (GDP). Mechanized farming is likely to attract young people to farms and reduce the high level of youth unemployment in the area. The development of the Madimba region depends on its ability to identify and exploit its resources, to implement a culture of innovation, to encourage local initiatives, to attract project leaders and to generate a network of new businesses.

Keywords: Madimba territory, Development, territory, Local development, agricultural mechanization.

1. Introduction

L'une des préoccupations majeures de la plupart des pays en voie de développement actuellement, il y a lieu de citer les problèmes auxquels est confrontée la population rurale. En effet combattre la famine, le chômage, les maladies... sont autant de défis auxquels doivent faire face ses pays dans les années à venir. Ceci ne peut se faire que par un développement harmonieux du milieu rural. (Karim Houmy, 2008).

Le développement local devient une pièce maîtresse dans l'approche du développement dans la mesure où, par la mobilisation à une échelle infranationale des ressources économiques, politiques et sociales. Il permettrait de répondre à la question de la croissance économique et de l'emploi d'une part (Pecqueur, 1991 ; Vachon, 1994)

Le développement est couramment analysé comme un processus de transformation et d'évolution de long terme. Le terme local renvoie à la notion de territoire. S'interroger sur le développement local revient à appréhender la question de l'échelle pertinente à partir de laquelle s'opèrent ces transformations. S'interpeller de cette manière invite à considérer le territoire dans ses multiples dimensions : politique, administrative, identitaire, culturelle, de conduite d'actions (champ d'intervention des acteurs), etc. Valérie ANGEON et Jean-Marc CALLOIS (2005).

Le développement local rassemble, agrège, bouscule, oblige au pas de côté, interpelle, remet en cause, concilie des analyses et des besoins souvent contradictoires, les contextualise, met à plat ce qui fait controverse, ce qui sépare, pour construire un rapprochement des points de vue et développer une maturité coopérative(. Paris-Pajol, 2023)

Les travaux sur le développement local identifient les dynamiques sociales comme vecteurs d'évolution des territoires. Le constat établi est que la qualité des partenariats locaux conditionne la capacité des agents à s'entendre et à s'organiser pour atteindre des objectifs de long terme. (Greffé, 2002).

Le territoire est tout d'abord une forme d'organisation inscrite dans l'espace et construite socialement par les interactions entre les acteurs locaux : économiques, sociaux, institutionnels. Il résulte, par conséquent, d'un processus non naturel et non permanent des synergies des coopérations entre acteurs (Pecqueur, 2001).

Le débat sur le développement local semble donc être né dans le sillage d'une réflexion sur la réhabilitation et la reconversion de territoires en crise, notamment des espaces ruraux en difficulté ou des zones en déclin. La genèse de ce concept, en France, est liée à l'apparition du « pays » comme objet d'action publique comme le note P. Houée, 2001.

En dépit de ses potentialités en ressources naturelles, le territoire fait face aux défis sociaux majeurs. Les ménages dont le chef est de niveau primaire, polygame et exerçant une activité précaire connaissent un taux de pauvreté le plus élevé.

Au vue de toutes ces théories, deux questions méritent d'être posées à savoir :

Quelle contribution l'agriculture peut-elle faire au développement du territoire de Madimba ?
Par quels moyens peut-on efficacement mettre l'agriculture au service du développement de ce territoire ?

L'objectif de la présente étude est de faire sortir les potentialités et les contraintes du point de vue géo-sociale et résoudre de problème socio-économique, enfin d'améliorer la qualité de vie de sa population par une agriculture mécanisée. La méthode d'observation.

2. Revue de la littérature

2.1 Revue théorique

Le terme de développement local apparut en 1962 dans un plan intérimaire de l'État, puis en 1965 en Bretagne centrale (Houée, 2001) lors d'un mouvement de mobilisation des habitants du pays du Mené. À l'image de celle du Mené, les premières expériences de développement local ont été amorcées sur des territoires ruraux qui demeuraient marginalisés par la "grande économie".

D'après la définition donnée par Michel Rocard dès le début des années 1970, le développement local est une démarche fédérative visant à mobiliser durablement des acteurs d'un territoire autour d'un projet à la fois économique, institutionnel, social et culturel.

Depuis plus de deux décennies, la référence au développement local tend à s'imposer dans les discours de politique économique. Présenté comme un mode de développement alternatif, il traduit la volonté d'augmenter l'efficacité des politiques publiques en les rapprochant des agents concernés, principalement les acteurs locaux. Cette pratique a trouvé un écho favorable dans les territoires, axant leurs stratégies de développement sur la mise en valeur de ressources locales et s'appuyant sur des démarches volontaristes et endogènes. (Angeon et Callois ,2005)

2.2 Revue empirique

Pour Pierre Teisserenc, le mode d'administration territoriale reste un facteur déterminant. L'enjeu est double : déterminer un territoire pertinent d'action notamment au regard du projet de développement et définir des modes de gouvernance qui sont capables d'englober et de réguler le jeu d'acteurs. D'emblée, l'action publique joue un rôle crucial dans le développement local : la décentralisation, la réorganisation des services ainsi que la gestion de différentes interventions publiques telles que la contractualisation, la réduction des inégalités et l'organisation du service

public. Modes de gouvernance et aménagement du territoire sont des éléments-clés. Le tableau ci-dessous reprend les résumés de quelques études phares dans le domaine.

Tableau 1. Informations-clés de la revue de la littérature

Auteur, année	Résumé
Ducasse (2003)	Une critique de la pratique du développement local est construite à partir de quatre perspectives : la complaisance, l'influence, la cohabitation et le radicalisme économique. Le texte situe le mouvement du développement local au centre de ces quatre perspectives tout en invitant les acteurs à jouer la carte du radicalisme économique.
Angeon et Callois (2004).	La capacité des acteurs locaux de s'organiser autour d'un projet ou de « se fédérer autour d'un objectif de développement commun en mobilisant les potentialités et les ressources existant sur un territoire » se présente comme un enjeu majeur des politiques de développement local.
Fontan (1992)	La mise en œuvre des stratégies qui d'une part celles qui relèvent d'initiatives communautaires de développement local et qui s'attaquent au chômage et à la pauvreté ; d'autre part, celles qui reposent sur diverses formes de gouvernance.
Mérenne (1996)	s'inscrit dans la logique de Vachon et Coallier (1993) avec des éléments de précision et les facteurs de succès. Pour elle, le développement local repose sur la mobilisation d'acteurs et une prise de conscience de la nécessité de fonctionner en réseau. Il implique des actions à la fois endogènes et exogènes, portées par le milieu local ou par les autres niveaux de pouvoir.
Greffe (2002)	les ressorts du développement local sont globaux et locaux. « Les premiers sont en général assimilés à l'existence d'un environnement macroéconomique favorable ou d'un cadre réglementaire pertinent. Souvent laissés dans l'ombre, les seconds ressorts ont trait à la

mobilisation des acteurs locaux, l'amélioration de l'image d'un territoire.

Pecqueur (2000) le développement local comme une valorisation de ressources autre que celles relevant des rapports marchands. Il s'intéresse alors aux relations qui peuvent accroître la capacité des entreprises à produire ce qu'il appelle « réseaux à finalité productive ». Il précise que le processus de développement découle de trois conditions : l'innovation, la capacité à s'adapter et la capacité à réguler. Pecqueur s'inscrit dans une logique qui donne une place prépondérante au réseau et aux relations humaines hors marché pour l'agencement du développement local.

Côté (2003) Le développement local est entré dans le vocabulaire des analystes, des décideurs et des intervenants de toutes sortes qui s'intéressent au sort des régions. Diverses questions se posent à propos de la notion même de développement local. Les réflexions qui suivent s'attarderont à trois points, soit la polysémie de l'expression, la pertinence de la notion et le lien du local avec le non-local.

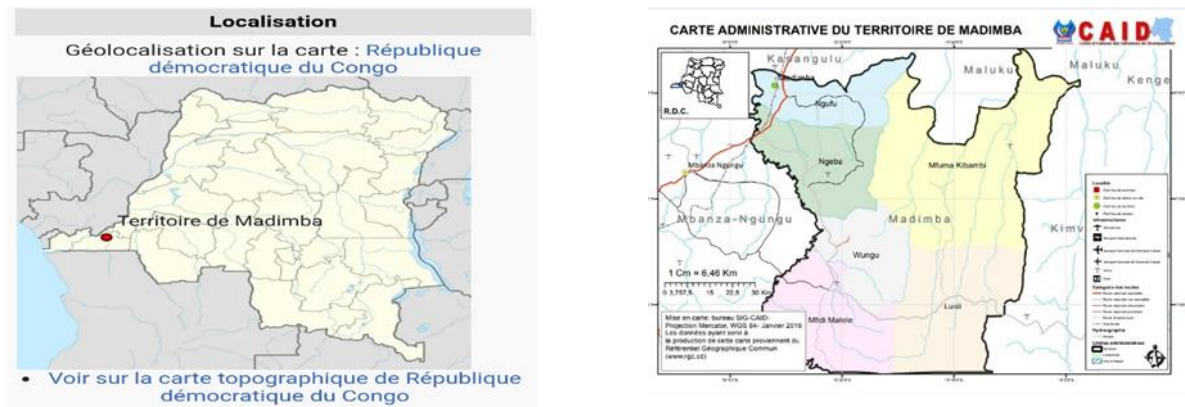
Source : Nous-même. Inspiré de Bobo B. KABUNGU (2021)

3. Matériels et méthodes

3.1. Description des sites d'étude

Cette recherche a été menée dans la province du kongo central, à savoir le territoire de madimba. Le Territoire de Madimba est une subdivision administrative de la province du Kongo central en République démocratique du Congo. Il a pour chef-lieu Madimba, le siège de l'administration du territoire est situé dans la ville de Kisantu. Il compte deux communes urbano-rurales de moins de 80 000 électeurs.

Figure 1. Carte géographique de la localisation du territoire de Madimba/RDC



Source : Google

D'une superficie de 8 260 km², Taille estimée de la population 475 402 hab, densité de 58 hab./km². Situé à 100 km de Kinshasa. Le territoire de Madimba est une entité déconcentrée de la province du Kongo Central. Avec 946 km des routes vitales, il part de la rivière Lukusu au Nord jusqu'à la cité de Kintano à l'ouest ; et de la rivière Inkisi à l'ouest jusqu'à Kinkosi luidi vers le Sud-Est. Il est limité au Nord-Est par le territoire de Kasangulu, au Sud-Est par le territoire de Kimvula, à l'Ouest par le territoire de Mbanza ngungu et au Sud par l'Angola.

Le territoire de Madimba est organisé en 6 secteurs et 43 groupements (i) Secteur Kinkosi-Luidi, constitué de 3 groupements : Kimfutu-Ngulu, Kinzamba et Kinziето (ii) Secteur Mfidi-Malele, constitué de 12 groupements : Kigala, Kindompolo, Kinkondongo, Kivita, Kiwembo, Malele, Mbata-Makela, Sadi-Kisanga, Tumba-Mani, Vua, Yungu, Zulu (iii) Secteur Mfuma, constitué de 7 groupements : Kiangala-Na-Nsundi, Kibambi, Kimbata-Luidi, Mbamba-Kalunga, Mbamba-Kopo, Mbata-Mpangu, Mbata-Wembo (iv) Secteur Ngeba, constitué de 4 groupements : Kisantu, Kiyanika, Ndembo, Nselo (v) Secteur Ngufu, constitué de 14 groupements : Boko, Buense, Kifua, Kimayulu, Kinkoko, Kinkoni, Kinsiesie, Kipako, Kitemba, Kongo-Yongo, Ndanda, Ndewa, Nlembo, Yimbi (vi) Secteur Wungu, constitué de 3 groupements : Kimpemba, Kinsaku-Muanda, Kinyengo. Blaes, (PNUD-SIG,2008)

La population du territoire compte six tribus principales appartenant à l'ethnie Bakongo (i) Bambeko (ii) Bantandu (iii) Badikidiki (iv) Balula (v) Bambata (vi) Bankanu (Congo autrement, 2019).

De par son climat, sa végétation, son hydrographie et la nature de son sol, Madimba est une région essentiellement agricole (manioc, maïs, arachides, niébé et produit maraichers). La population vit de l'agriculture vivrière en générale. (Congo autrement, 2019).

3.1.1 Accessibilité du territoire

L'accès dans le territoire se fait par voie de routes, rivières et train. Les routes permettant d'entrer et de sortir du territoire sont la nationale n°1, RN1 (connectant Madimba aux territoires de Kasangulu et Mbanza Ngungu) et la nationale n°16, RN16 qui relie Madimba au territoire de Kimvula. Par voie ferroviaire, le territoire est doté de deux gares actives (gare de Madimba centre et gare de Kisantu) qui permettent les échanges avec Matadi et Kinshasa. Madimba est aussi accessible par voie de rivière (Inkisi), cette dernière voie relie quelques secteurs de Madimba (Mfidi, Wungu, Ngeba, Ngufu et l'ex cité de Kintano) à quelques secteurs du territoire de Mbanza Ngungu (Boko, Lunzadi, Kivulu). (Congo autrement, 2019).

Principaux produits agricoles

Maïs ; Manioc ; Arachide ; Niébé.

3.1.2 Les opportunités du territoire de madimba

Le territoire de Madimba a abrité le centre de multiplication des géniteurs de gros bétail de Zomfi. Les potentialités naturelles existent toujours, à savoir 450 ha de terres aujourd'hui mal exploitées. Une fois désenclavée la plaine de Nsekembizi, d'une vaste étendue située dans le district de Lukaya, pourrait être utilisée, entre autres, pour la culture du maïs, déjà pratiquée dans ce milieu. La présence de palmiers devenus sauvages démontre que cette culture peut y être développée. L'apiculture constitue aussi une source de revenus, à condition qu'elle soit organisée en filière. L'hydrographie riche en petites rivières et en étangs naturels peut permettre le développement du maraîchage et de la pisciculture. Dans le cadre de l'industrialisation, seule l'imprimerie Sodac de Kisantu et la sacherie de Kisantu, SAKI, fonctionnent encore. La minoterie de Kisantu et la limonaderie sont aux arrêts faute de fonds de roulement, tandis que l'usine textile de Nsangi est en état d'abandon total. (Congo Autrement, 2019)

L'agriculture joue un rôle crucial dans l'économie d'un pays, et constitue la principale source de nourriture, de revenus et d'emploi pour sa population rurale. L'amélioration de l'agriculture et l'utilisation des terres est fondamentale pour atteindre la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et le développement durable (Dupriez et Leener, 1983).

D'après la Banque mondiale (2008), l'agriculture contribue au développement pas en tant que seule activité économique, mais aussi comme moyen de subsistance et source de service environnementaux ; elle est donc un instrument du développement, elle peut alimenter la croissance de l'économie nationale, offrir des opportunités d'investissements au secteur privé et être le principal moteur des industries apparentées.

La gestion durable des terres de madimba est menacée par un ensemble de facteurs sociologiques, économiques et environnementaux qui s'articulent aux pratiques agricoles : (i) La croissance démographique et les problèmes liés à la superposition du droit coutumier (« ayant droit » administrant traditionnellement l'octroi et l'usage des terres) est accrue du fait de la proximité avec la ville et ses hommes d'affaires. (ii) Les pratiques agricoles sont à la fois de moins en moins productives, et ne permettent pas non plus une régénération des terres déjà fortement déforestées et surexploitées. La faible disponibilité des facteurs de production principaux (terres, capital, et main d'œuvre) pousse cependant les paysans à privilégier ces systèmes de culture et fertilisation peu intensif en intrants. (iii) Finalement, les activités agricoles sont principalement vues comme des activités de subsistance et de sécurité alimentaire, rarement comme une activité économique à part entière. Malgré un potentiel de production immense, cette dynamique empêche souvent les activités de production et de transformation de dégager un profil répondant aux besoins des ménages. (ULB-coopération, 2022).

L'agriculture peut grandement contribuer à l'atteinte des objectifs du millénaire de développement. C'est d'elle que les pauvres qui vivent en région rurale tirent en majorité leurs revenus, et c'est elle qui procure aux populations rurales la plus grande partie de leur nourriture, l'agriculture influe sur la durabilité de l'environnement. (Agence Canadienne de Développement, 2013).

Le territoire de Madimba a un sous-sol riche. On y trouve les minerais de cuivre et de Zinc dans le secteur de Ngufu, du Fer dans le secteur de Ngeba ; mais non exploités. Les nappes de pierres de calcaire étalées le long des rivières Ngufu et Ngeba sont exploitées d'une façon artisanale pour avoir : des caillasses, moellons, la chaux. Un petit souci quant à ce calcaire est qu'il se fait sentir même dans l'eau consommée à Kisantu bien que traitée par la Régideso. L'importance du bois se fait aussi sentir surtout que la majorité des secteurs ne sont pas desservis en énergie électrique. Lors de défrichage des champs et forêt les paysans coupent le bois pour vendre dans des grandes agglomérations, une partie va à Kinshasa et une autre est utilisée localement comme source d'énergie et la grande partie restante transformée en braise avec toutes les conséquences possibles sur l'environnement.

3.2 Méthode

Pour réaliser ce travail, nous avons eu recours à deux méthodes de collecte des données : la recherche documentaire et l'enquête de terrain. Le premier nous a permis de consulter des ouvrages ayant trait au sujet afin de mieux cerner l'étude. Le deuxième a enfin permis de collecter les informations relatives à l'agriculture vivrière.

3.3. Information sur la mécanisation agricole

La signification de la mécanisation agricole a souvent constitué un point de confusion. En effet, mécaniser c'est généralement synonyme de modernisme et de machines sophistiquées : tracteurs, moissonneuse-batteuse ... Alors qu'en réalité la mécanisation agricole est un terme plus large et englobe tout le matériel agricole utilisant les différentes formes d'énergie humaine, animale et motorisée. L'essentiel dans la mécanisation est ce que la technologie employée soit adaptée aux utilisateurs. (Karim Houmy, 2008)

L'Agriculture mécanisée est un processus qui consiste à l'utilisation de machines agricoles afin de travailler l'agriculture et d'améliorer significativement la productivité engendrée par les travailleurs agricoles. Au début, la démocratisation des machines agricoles remplaça progressivement le travail effectué jusqu'alors, qui était généralement assisté par l'utilisation d'animaux tels que les bœufs. La mécanisation a eu globalement des effets positifs. Elle favorise la mise en valeur des zones difficiles, conduit à des gains de productivité et de sécurité. (wikipedia.org : Agriculture mécanisée).

L'un des avantages de l'agriculture mécanisée est qu'elle est susceptible d'attirer les jeunes vers les exploitations agricoles et de réduire le chômage élevé des jeunes en Afrique, qui représente environ 60 % du chômage total.

3.4. L'importance relative du secteur agricole

Dans l'édition de son rapport annuel sur le développement consacrée à l'agriculture, la Banque mondiale (2008) analyse principalement les pays émergents et en développement, et distingue trois catégories d'économies nationales : celles qui sont principalement agricoles, encore nombreuses ; celles dans lesquelles la place de l'agriculture est « intermédiaire », et généralement en recul ; enfin celles qui ont déjà développé des activités industrielles et de services importantes, dans lesquelles la part de l'agriculture est faible (tableau 1). Dans les premiers pays, la part de l'emploi agricole dans l'emploi total peut atteindre 90 % et la part de la valeur ajoutée agricole avoisiner 50 % (en Ethiopie, par exemple). Dans les pays émergents, les deux parts se sont très rapidement réduites au cours des dernières décennies : ainsi en Chine, la part de l'emploi agricole est passée de 80 % à 60 % entre 1960 et 2005 ; et au Brésil, de 60 % à environ 18 % au cours de la même période. Les économies développées sont, évidemment, plus proches de la troisième catégorie : la part des activités agricoles dans le PIB y est généralement inférieure à 5 %, voire beaucoup moins dans certains cas ; et l'emploi agricole – exploitants et salariés agricoles représente aussi une part très faible, et le plus souvent décroissante, de l'emploi total (Banque mondiale, 2008, et tableau 2). En outre, dans de nombreux pays en développement et émergents, et notamment parmi les moins avancés, les exportations agricoles et agroalimentaires représentent une part très élevée des

exportations totales : plus de 90 % en Sierra Leone, plus de 80 % au Bénin, au Burkina Faso, en Ethiopie, au Malawi, au Panama, environ 50 % en Argentine, en Côte-d'Ivoire, au Ghana, au Honduras, etc. ; alors que leur importance est bien moindre dans les pays les plus avancés (environ 3,9 % pour l'Allemagne, 20 % pour le Danemark, 8,8 % pour la France et 8,5 % pour les États-Unis, par exemple)³

Tableau 1. Population rurale et production agricole dans trois groupes de pays en développement

	Économies essentiellement agricoles	Économies en voie de transformation	Économies urbanisées
Population rurale (2005, en millions)	417	2 220	255
PIB par habitant (2005, en dollars constants 2000)	379	1 068	3 489
Part de l'agriculture dans le PIB (2005, en %)	29	13	6
Taux de pauvreté rurale (2002, en % de la population rurale)	51	28	13

Source : Banque mondiale (2008).

Tableau 2. Parts de l'agriculture dans le PIB et de l'emploi agricole dans l'emploi total de quelques pays (2003-2005, en %)

	Part dans le PIB	Part dans l'emploi
Allemagne	2,4	1,0
Brésil	20,8	6,6
Cambodge	60,3	33,7
Chine	44,1	12,7
États-Unis	1,9	1,3
France	4,2	2,4
Madagascar	78,0	28,7
Pakistan	42,1	22,7
Vietnam	59,9	21,7

La contribution de l'agriculture à la réduction de la pauvreté et à la stimulation de la croissance concerne particulièrement les pays dont l'agriculture représente une part importante du produit intérieur brut (PIB), la croissance dans ce secteur a un poids considérable sur la croissance générale. (Winfried, 2008).

4. Résultat

Le territoire de madimba dispose de conditions physiques plutôt favorables à la mécanisation de l'agriculture : vastes étendues de terres cultivables et dispose d'un immense potentiel qui doit lui permettre non seulement de se nourrir, d'éliminer la famine et l'insécurité alimentaire, mais aussi de devenir un acteur majeur des marchés nationaux . Le climat et le sol acceptent les cultures qui servent de base alimentaire à la population. Ces ressources subissent actuellement une agression anthropique, causé par une gestion plutôt ancestrale qu'écologique: l'agriculture y est itinérante sur brûlis, le régime foncier ne responsabilise personne quant à l'entretien de la productivité du patrimoine foncier, la forêt et la savane brûlent annuellement. A cela s'ajoute une demande permanente de Kinshasa, la Capitale, en énergie – bois sous forme de charbon (makala) et bois de chauffe (nkuni). L'ensemble de ces activités conduit à la déforestation, à l'appauvrissement du sol, à la réduction de rendements agricoles et à l'appauvrissement de la population autochtone. Les ressources naturelles et les productions agricoles ne sont donc plus suffisantes et leur évacuation vers les grands centres de consommation. Les activités agricoles dans ce territoire sont des activités de subsistance et de sécurité alimentaire.

L'agriculture représente une part essentielle de l'économie rurale. Elle a donc son rôle à jouer dans la résolution de nos priorités qui sont l'éradication de la pauvreté et de la faim.

Tableau 3. Production agricole vivrière réalisée dans le Territoire de Madimba en 2021

Produits	Quantité (kg)	Quantité (tonnes)
Manioc	15.250	15,250
Maïs	1.668	1,668
Arachides	995	0,995
Sésame	781	0,781
Haricot vigna	789	0,789

Source : Service de l'Agriculture, rapports annuels.

Tableau 4 : Répartition de la production agricole selon les destinations en kg en 2021

Produits	Destinations				Total
	Autoconsommation		Vente		
	En kg	En %	En kg	En %	
Manioc	12962,5	85%	2287,5	15%	15.250
Maïs	1200,96	72%	467,04	28%	1.668
Arachides	567,15	57%	427,85	43%	995
Sésame	531,08	68%	249,92	32%	781
Haricot vigna	583,86	74%	205,14	26%	789

Source : Service de l'Agriculture, rapports annuels

Les résultats du tableau 4 témoignent bien que l'agriculture vivrière pratiquée à Madimba est tant pour la substance que pour l'acquisition des revenus, car Madimba produit une faible quantité et une grande part de la production est consacrée à l'autoconsommation et une autre à la vente.

5. Discussion

En ce qui concerne la structure et l'organisation actuelle du système rural du territoire de Madimba, le résultat montre que le climat est favorable à plusieurs cultures, grâce à 8 mois pluvieux par an. Pour ce qui est de la structure, ce territoire est doté des produits forestiers non ligneux (PFNL), qui constituent une source importante pour l'alimentation, la santé de la population et bien d'autres usages cosmétiques ou pharmaceutiques. Leur richesse en protéine et en d'autres nutriments comme les sels minéraux et les acides aminés est bien connu.

Grâce au processus de mécanisation, nous pouvons utiliser les terres de manière plus efficace. Les machines peuvent rendre arables des terres qui auraient pu être inutilisées auparavant. Il nous permet de cultiver une plus grande variété de produit.

La mécanisation agricole permet d'accroître les gains monétaires des petites et grandes exploitations et réduire le temps nécessaire pour rémunérer les travailleurs. (safetyculture.com : machines agricoles).

La pratique de la mécanisation agricole améliore la mise en valeur des terres, réduit l'érosion des sols et rend les systèmes d'irrigation plus efficaces. Les cultivateurs montés sur les tracteurs permettent d'aplanir le sol, de combler les fossés et d'éliminer les mauvaises herbes, ce qui contribue à accroître la superficie des terres utilisées et à prévenir l'érosion des sols. (safetyculture.com : machines agricoles).

Les activités agricoles dans ce territoire ne doivent pas être vues comme des activités de subsistance et de sécurité alimentaire, plutôt comme une activité économique à part entière, pour son développement. Pour ce faire, madimba doit adopter les techniques modernes pour augmenter les rendements et protéger l'environnement.

La mécanisation agricole a principalement remplacé l'agriculture de subsistance, augmentant la productivité et le rendement des cultures. Dans l'agriculture de subsistance, les agriculteurs ne produisent que la quantité nécessaire pour se nourrir ou nourrir leur famille. Entre-temps, la mécanisation a permis aux agriculteurs commerciaux de produire beaucoup plus pour en tirer profit. (safetyculture.com : machines agricoles).

6. Conclusion

Au terme de cette réflexion dont l'objet est de dégager les potentialités et les contraintes pour résoudre le problème de socio-économique, enfin d'améliorer la qualité de vie de la population du territoire de Madimba. IL faut retenir de cette étude que l'agriculture vivrière à Madimba joue un rôle prépondérante à la survie de la population.

Le climat et le sol acceptent les cultures qui servent de base alimentaire à la population. Les activités agricoles dans ce territoire ne doivent pas être vues comme des activités de subsistance et de sécurité alimentaire, plutôt comme une activité économique à part entière, pour son développement. Pour ce faire, Madimba doit adopter les techniques modernes pour augmenter les rendements afin que l'agriculture représente une part importante du produit intérieur brut (PIB). L'agriculture mécanisée est susceptible d'attirer les jeunes vers les exploitations agricoles et de réduire le chômage élevé des jeunes dans ce territoire.

Le développement du territoire de madimba dépend de son aptitude à identifier et à valoriser ses ressources, à mettre en œuvre une culture d'innovation, à susciter les initiatives locales, à faire émerger des porteurs de projets, à générer un tissu de nouvelles entreprises.

Le territoire de madimba est réellement fragile et nécessite une prise de conscience collective, pour mettre en valeur les potentialités, et minimiser les contraintes. Les décideurs sont donc invités à jouer leur rôle, et à aider la population rurale à se développer harmonieusement.

Le développement du territoire de Madimba repose sur la mobilisation des acteurs, sur leur prise de conscience de la nécessité de fonctionner en réseaux. Sans la volonté d'agir ensemble, il n'y a pas de développement local.

Références

- Angeon V. et Callois J. M, (2005). *Fondements théoriques du développement local : Quels rapports de la théorie du capital social et de l'économie de proximité*, communication au « The 4th Congress on Proximity Economics, Proximity, Networks and Coordination » Marseille, 17-18 Juin, pp. 3-4
- Agence Canadienne de Développement, (2013). Rapport sur les plans et les priorités.
- Banque mondiale, (2008). *Agriculture for Development, World Development Report 2008*, Washington, DC.
- Banque mondiale (2008). *L'agriculture au service du développement*
- Banat. R et Ferguène. A, (2009). Construction territoriale et développement local : l'exemple d'Alep en Syrie.
- Blaes, PNUD-SIG, (2008). Découpage administratif de la République Démocratique du Congo « Archive ». Octobre
- Bruno J. (2006). Le développement territorial : un nouveau regard sur les régions du Québec. *Recherches sociographiques*, 47(3), 465–474.
- Congo autrement, (2019). Présentation du kongo central, « Archive », 17 mai 2019
- Dupriez. H et Leener. P (1983). *Agriculture tropicale en milieu paysan africain. Terres et vie*, Belgique : 355pp.
- DENIEUIL P, (2008). Développement social, local et territorial : repères thématiques et bibliographiques sur le cas français. *Monde en développement 2008*. (n°142). p 113-130
- Ducasse. P (2003). Entre la complaisance et le radicalisme économique : Quelle perspective pour le développement local ?
- Fontan, J.M. (1992). *Les corporations de développement économique communautaire montréalaises: du développement communautaire au développement local de l'économie*, thèse de doctorat, département de sociologie, Université de Montréal, Montréal, Les Presses de l'IFDEC.
- Houée P, (2001). *Le développement local au défi de la mondialisation*.
- Grefe X, (2002). *Le développement local*, Editions de l'Aube, p. 11
- Jacques Le Cacheux (2011). *Agriculture mondiale et européenne : Défis du XXIe siècle*. Revue de l'OFCE.
- Karim Houmy (2008). *Guide de formulation d'une stratégie de mécanisation agricole*
- Mbadu Nsitu J. (2016). Monographie sur les possibilités de mise en valeur des ressources du sous-sol classées « ressources minières » dans la province du kongo central.

- Mérenne-Schoumaker, B. (1996). La géographie au service du développement local. Cahier de géographie du Québec, 479-484.
- Pajol. P. (2023). Le développement local à l'écoute Des territoires : Une invitation à Réconcilier la terre et le vivant.
- Pecqueur B, (2000), Le développement local, 2ème éd., coll. Alternatives économiques, Syros, p. 37
- Abdelfattah. T (). Le développement local : acteurs et action collective : les minorités issues de l'immigration et les dispositifs de revitalisation urbaine dans la commune bruxelloise de Molenbeek-Saint-Jean".
- Teisserenc. P (2002). Les politiques de développement local, 2^{ème} éd. Economica, paris.
- ULB-coopération (2022). RDC, agriculture familiale durable.
- Winfried von Urff Bad Zwesten (2008). Rapport sur le développement dans le monde : de l'agriculture.
- COTE. S (2003). Développement local : sur fond de proximité relationnelle, l'apport indispensable de l'extra-local

Remerciements

Les auteurs remercient les personnes enquêtées dans le territoire de Madimba, et les membres des administrations locales des villages visités pour les échanges somptueux.